



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule Carrières, Mines, Après Mines
Cité administrative, bât D
19 rue de Ciron.
81013 ALBI Cedex 09

Albi, le 04/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SARL GRANITARN CARRIERES

Lieu-dit Le Lac-Haut
81100 BURLATS

Références : CCMAM 2022-16

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement SARL GRANITARN CARRIERES implanté Lieu-dit Le Lac-Haut 81100 BURLATS. L'inspection a été annoncée le 24/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. La précédente inspection a eu lieu le 3 novembre 2016.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GRANITARN CARRIERES
- Lieu-dit Le Lac-Haut 81100 BURLATS
- Code AIOT dans GUN : 0006803551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Cette carrière de granite autorisée depuis le 15 mars 2005, vient d'être reprise par la SARL GRANITARN Carrières depuis le 2 avril 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- identité de l'exploitation (panneau),
- registre et plans : plan d'exploitation,

- extraction et phasage,
- gestion des déchets inertes : plan de gestion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Identité exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article AP1	/	Sans objet
Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article DG7	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Extraction / Phasage	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article CE6 à CE8	/	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de Gestion des Déchets (PGD)- Existence	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats portent sur le suivi de l'exploitation la carrière ainsi que sur la gestion de la zone de stockage des stériles de granite.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Identité exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article AP1
Thème(s) : Risques chroniques, Panneaux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place, à ses frais, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Deux panneaux d'identité sont présents aux deux accès à la carrière avec une date de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui n'est pas correcte (du 23/02/2005 au 23/02/2030).
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article DG7
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000° ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : * les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci ; * Les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ; * les cotes NGF des différents points significatifs ; * les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ; * la position des ouvrages à préserver.
Constats : Le plan présenté du 16 juin 2021 ne représente que la partie Nord du site.
Observations : L'exploitant fera dresser les futurs plans conformément aux prescriptions visées ci-dessus. Le prochain plan est attendu fin juin 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction / Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article CE6 à CE8
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction / Phasage
Prescription contrôlée : L'extraction portera sur une épaisseur moyenne de 30 m et une côte minimale en fond d'excavation de 524 m NGF. L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté. L'extraction des matériaux respecte notamment les points suivants : <ul style="list-style-type: none">- elle est réalisée en butte et à sec par création de fronts de taille d'une hauteur maximale de 15m et utilisation d'explosifs ;- elle est effectuée en cinq phases avec un sens de progression Sud-Nord.
Constats : La cote minimale atteinte par l'extraction est 526 m NGF. L'exploitation est dans la phase 4 du phasage annexé à l'arrêté d'autorisation. les fronts de taille ont une hauteur maximale de 7 m.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : <ul style="list-style-type: none">- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : En accord avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière, une zone de stockage des stériles est présente dans la partie sud du site. Depuis environ 2 ans, une partie de ces blocs de granite, impropres pour la fabrication de monuments funéraires ou de matériaux de voirie, sont valorisés comme blocs d'enrochement.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : La verse de stériles de granite existe depuis de nombreuses années. Elle est stable. Elle ne semble pas générer d'envols de poussières dans des proportions telles que cela deviendrait incommode pour le voisinage. L'eau ruisselant sur ses pentes entraîne quelques écoulements de fines qui sont contenues par la végétation du site en contrebas.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant déclare que les stériles stockés représentent 328 000 m3. La mise à jour annuelle du plan d'exploitation assure le suivi de ce stock.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : L'exploitant a fait établir un plan du stockage des stériles de granite le 18 mars 2020.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de Gestion des Déchets (PGD)-Existence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion des Déchets (PGD)-Existence
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets inertes le 18 février 2022.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : La nature et la quantité des déchets stockés sur site est cohérente avec le PGD
Constats : Le plan de déchets inertes doit préciser la quantité annuelle de stériles générés par l'exploitation ainsi que la quantité totale de stériles stockés sur la zone de décharge.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le lieu d'implantation de l'installation de gestion des déchets correspond à celui indiqué dans le PGD
Constats : Le lieu d'implantation du stockage des déchets correspond à l'autorisation préfectorale ainsi qu'au plan de gestion.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Les déchets sont traités conformément à ce qui est décrit dans le PGD (ex : criblage en voie humide, concassage, broyage...)
Constats : Conformément au plan de gestion, les déchets stockés ne subissent aucun traitement.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Les mesures de prévention ou de réduction des incidences du dépôt des déchets sur l'environnement et la santé humaine sont mises en œuvre
Constats : L'exploitant doit renforcer les mesures de prévention en renforçant le contrôle de l'accès au pied de la décharge Sud.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Si la remise en état de la zone de stockage est en cours, elle est conforme au plan proposé dans le PGD.
Constats : La remise en état de la zone de stockage est définie dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière. Une partie de cette zone est en cours de remise en état par apport de terre végétale. Une autre partie est en cours d'exploitation depuis environ deux ans : les blocs de granite, impropres pour la fabrication de monuments funéraires ou de matériaux de voirie, sont valorisés comme blocs d'enrochement.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet